

Publications périodiques

Comptes annuels

RAPPORT FINANCIER

COMPTE DE RÉSULTAT

Pour l'exercice clos le 30 septembre	Note	2017	2016
		en millions de AUD	en millions de AUD
Produits d'intérêt		29 120	29 951
Charges d'intérêt		-14 248	-14 856
Produits d'intérêt nets	2	14 872	15 095
Autres produits opérationnels ¹	2	3 601	3 146
Produits nets de la gestion et d'assurance	2	1 500	1 764
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	2	300	541
Résultat opérationnel		20 273	20 546
Charges opérationnelles ¹	3	-9 448	-10 439
Résultat avant provision pour dépréciation de prêts et impôt sur le résultat		10 825	10 107
Provision pour dépréciation de prêts	13	-1 198	-1 929
Résultat avant impôt		9 627	8 178
Impôt sur le résultat	4	-3 206	-2 458
Résultat de l'exercice		6 421	5 720
Dont :			
Résultat attribuable aux actionnaires de la Société		6 406	5 709
Résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		15	11
Résultat par action ordinaire (cents)			
De base	6	220,1	197,4
Dilué	6	210,8	189,3
Dividende par action ordinaire (cents)	5	160,0	160,0

1 En 2017, le classement de certaines commissions à payer a été modifié. Ces éléments ont été reclassés des autres éléments opérationnels dans les charges opérationnelles afin de mieux refléter leur nature. Les données comparatives ont été retraitées en conséquence (2016 : 17 millions de AUD).

Les notes en pages 71 à 154 font partie intégrante de ces états financiers.

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

Pour l'exercice clos le 30 septembre	2017	2016
	en millions de AUD	en millions de AUD
Résultat de l'exercice	6 421	5 720
Autres éléments du résultat global		
Éléments qui ne seront pas ultérieurement reclassés en résultat	26	-82
Éléments qui peuvent être ultérieurement reclassés en résultat		
Réserve de conversion :		
Différences de conversion imputées aux capitaux propres ¹	-748	-456
Différences de conversion transférées au compte de résultat	-	-126
Autres variations des réserves	-339	75
Impôt attribuable aux éléments ci-dessus	20	-
Quote-part des autres éléments du résultat global des entreprises associées ²	1	4
Autres éléments du résultat global, nets d'impôt	-1 040	-585
Total du résultat global de l'exercice	5 381	5 135
Dont total du résultat global attribuable aux :	5 372	5 131
Actionnaires de la Société		
Participations ne donnant pas le contrôle	9	4

1 Comprend des pertes de change de 6 millions de AUD attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle (2016 : 7 millions de AUD).

2 La quote-part des autres éléments du résultat global des entreprises associées comprend une perte de 1 million de AUD imputée à la réserve de réévaluation des éléments disponibles à la vente (2016 : profit de 10 millions de AUD) et un profit de 2 millions de AUD imputé à la réserve de conversion (2016 : 0 AUD) pouvant être reclassés ultérieurement en résultat, et une réévaluation des régimes de retraite à prestations définies de 0 AUD (2016 : perte de 6 millions de AUD) qui ne seront pas ultérieurement reclassés en résultat. Les notes en pages 71 à 154 font partie intégrante de ces états financiers.

BILAN

Au 30 septembre	Note	2017	2016
		en millions de AUD	en millions de AUD
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8	68 048	66 220
Créances envers ANZ		5 504	4 406
Collatéral versé		8 987	12 723

Titres de transaction	9	43 605	47 188
Instruments financiers dérivés	10	62 518	87 496
Actifs disponibles à la vente	11	69 384	63 113
Prêts et avances nets	12	574 331	575 852
Réserves obligatoires		2 015	2 296
Actifs détenus en vue de la vente	28	7 970	-
Participations dans les entreprises associées	25	2 248	4 272
Créances d'impôts exigibles		30	126
Actifs d'impôt différé		675	623
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	20	6 970	7 672
Placements des activités d'assurance	29	37 964	35 656
Immobilisations corporelles		1 965	2 205
Autres actifs		5 112	5 021
Total de l'actif		897 326	914 869
Passif			
Dettes envers ANZ		9 914	10 625
Collatéral reçu		5 919	6 386
Dépôts et autres emprunts	14	595 611	588 195
Instruments financiers dérivés	10	62 252	88 725
Dettes		241	188
Passifs d'impôt différé		257	227
Passifs détenus en vue de la vente	28	4 693	-
Passifs liés aux polices d'assurance	29	37 448	36 145
Passifs liés aux titulaires d'assurance-vie (fonds d'assurance-vie)		4 435	3 333
Charges à payer et autres passifs		8 350	8 865
Avantages du personnel		530	543
Autres provisions		628	666
Augmentation des emprunts	15	107 973	113 044
Total du passif		838 251	856 942
Actif net		59 075	57 927
Capitaux propres			
Capital social	21	29 088	28 765
Réserves	21	37	1 078
Résultat non distribué	21	29 834	27 975
Capital et réserves attribuables aux actionnaires de la Société		58 959	57 818
Participations ne donnant pas le contrôle	21	116	109
Total des capitaux propres		59 075	57 927

Les notes en pages 71 à 154 font partie intégrante de ces états financiers.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Pour l'exercice clos le 30 septembre	2017	2016
	en millions de AUD	en millions de AUD
Résultat après impôt	6 421	5 720
Ajustements permettant de rapprocher la trésorerie nette générée par les activités opérationnelles :		
Provision pour dépréciation de prêts	1 198	1 929
Dotation aux amortissements	972	1 475
Profit sur la cession d'immobilisations corporelles	-114	-4
Ajustement net sur dérivés/de change	-3 409	-1 434
Profit sur la cession d'Esanda Dealer Finance	-	-66
Dépréciation de la participation dans AmBank	-	260
Reclassement de SRCB en détenu en vue de la vente	231	-
Cession des activités Asia Retail et Wealth	338	-
Autres variation sans incidence sur la trésorerie	-242	-338
(Augmentation)/diminution nette des actifs opérationnels :		
Collatéral versé	3 533	-3 183
Titres de transaction	2 081	332
Prêts et avances nets	-17 838	-14 797
Placements des activités d'assurance	-2 122	-2 062
Autres actifs	509	-441
Augmentation/(diminution) nette des passifs opérationnels :		
Dépôts et autres emprunts	30 904	23 128
Dettes envers ANZ	-627	-589
Collatéral reçu	-310	-1 027
Passifs liés aux contrats d'assurance-vie	2 260	1 921
Autres passifs	187	17
Total des ajustements	17 551	5 121

Trésorerie nette générée par les activités opérationnelles ¹	23 972	10 841
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Actifs disponibles à la vente :		
Acquisitions	-27 220	-44 182
Produits d'instruments cédés/arrivés à échéance	19 751	23 745
Cession d'Esanda Dealer Finance	-	6 682
Cession des activités Asia Retail et Wealth	-5 213	-
Autres actifs	-148	-655
Trésorerie nette générée par les activités d'investissement	-12 830	-14 410
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Augmentation des emprunts :		
Produits des émissions	25 128	35 381
Remboursements	-27 409	-28 859
Dividendes versés	-4 210	-4 564
Rachat d'actions	-176	-
Trésorerie nette générée par les activités de financement	-6 667	1 958
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	4 475	-1 611
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	66 220	69 278
Impact des fluctuations de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	-2 647	-1 447
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	68 048	66 220

¹ La trésorerie nette générée par les activités opérationnelles comprend des impôts sur le résultat payés d'un montant de 2 864 millions de AUD (2016 : 2 840 millions de AUD).

Les notes en pages 71 à 154 font partie intégrante de ces états financiers.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital social	Réserves ¹	Résultat non distribué	Capitaux propres attribuables aux actionnaires du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	en millions de AUD	en millions de AUD	en millions de AUD	en millions de AUD	en millions de AUD	en millions de AUD
Au 1 ^{er} octobre 2015	28 367	1 571	27 309	57 247	106	57 353
Résultat	-	-	5 709	5 709	11	5 720
Autres éléments du résultat global de l'exercice	-	-504	-74	-578	-7	-585
Total du résultat global de l'exercice	-	-504	5 635	5 131	4	5 135
Transactions avec les actionnaires :						
Dividendes versés	-	-	-5 001	-5 001	-1	-5 002
Dividendes sur les actions propres détenues dans les fonds d'assurance-vie du Groupe	-	-	24	24	-	24
Plan de réinvestissement des dividendes	413	-	-	413	-	413
Autres variations des capitaux propres :						
Ajustement des actions propres Wealth Australia	-153	-	-	-153	-	-153
Plan d'achat d'actions réservé aux salariés du Groupe	138	-	-	138	-	138
Autres éléments	-	11	8	19	-	19
Au 30 septembre 2016	28 765	1 078	27 975	57 818	109	57 927
Résultat	-	-	6 406	6 406	15	6 421
Autres éléments du résultat global de l'exercice	-	-1 049	15	-1 034	-6	-1 040
Total du résultat global de l'exercice	-	-1 049	6 421	5 372	9	5 381
Transactions avec les actionnaires :						
Dividendes versés	-	-	-4 609	-4 609	-1	-4 610
Dividendes sur les actions propres détenues dans les	-	-	26	26	-	26

fonds d'assurance-vie du Groupe						
Plan de réinvestissement des dividendes	374	-	-	374	-	374
Rachat d'actions par le Groupe ²	-176	-	-	-176	-	-176
Autres variations des capitaux propres :						
Ajustement des actions propres Wealth Australia	69	-	-	69	-	69
Plan d'achat d'actions réservé aux salariés du Groupe	56	-	-	56	-	56
Autres éléments	-	8	21	29	-1	28
Au 30 septembre 2017	29 088	37	29 834	58 959	116	59 075

1 La note 21 aux états financiers, Capitaux propres, donne des informations complémentaires sur les réserves individuelles.

2 À l'issue de l'émission de 176 millions de AUD d'actions dans le cadre du Plan de réinvestissement des dividendes pour l'acompte sur le dividende de 2017, la Société a racheté pour 176 millions de AUD d'actions ordinaires sur le marché.

Les notes en pages 71 à 154 font partie intégrante de ces états financiers.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

I. À PROPOS DES ÉTATS FINANCIERS

Le présent document correspond aux états financiers d'Australia and New Zealand Banking Group Limited (ci-après la « Société ») et des entités qu'elle contrôle (ci-après, ensemble, le « Groupe » ou « ANZ ») pour l'exercice clos le 30 septembre 2017. La Société est immatriculée et domiciliée en Australie. Le siège social de la Société et son principal lieu d'activité est ANZ Centre, 833 Collins Street, Docklands, Victoria, Australia 3008.

Le 2 novembre 2017, les Administrateurs ont arrêté ces états financiers.

En 2017, nous avons examiné le contenu et la structure des états financiers dans la perspective d'en améliorer la pertinence pour les actionnaires. Nous y avons apporté un certain nombre de modifications par rapport aux exercices précédents, notamment :

- la préparation d'états financiers individuels pour la Société et leur suppression du rapport annuel du Groupe. Ces états financiers sont disponibles à l'adresse anz.com ;
- la réorganisation de la présentation des informations en sections comportant des thèmes communs, alignées sur la gestion des activités ;
- les informations sur les méthodes de comptabilisation et d'évaluation ainsi que les jugements et estimations déterminants du Groupe ont été déplacées et figurent désormais dans les notes aux états financiers concernées ;
- la suppression d'informations de moindre importance ; et
- le regroupement de certains chiffres des exercices précédents.

Les informations sont incluses dans les états financiers uniquement lorsque nous estimons qu'elles sont significatives et utiles à la compréhension des états financiers. Une information est considérée significative et utile si, par exemple :

- le montant en AUD est significatif (facteur quantitatif) ;
- la nature du montant en AUD est significative (facteur qualitatif) ;
- l'utilisateur ne peut comprendre les résultats du Groupe sans l'information concernée (facteur qualitatif) ;
- l'information est essentielle pour que l'utilisateur comprenne l'impact des évolutions significatives des activités du Groupe durant l'exercice - par exemple, des acquisitions ou des cessions (facteur qualitatif) ;
- les informations concernent un aspect des activités du Groupe qui est important pour sa performance future (facteur qualitatif) ; et
- les informations sont requises par des dispositions du *Corporations Act 2001* (loi australienne sur les sociétés) et du *Banking Act 1959 (Cth)* (loi bancaire australienne) ou par les principaux régulateurs du Groupe, notamment l'Australian Securities and Investments Commission (ASIC) et l'Australian Prudential Regulation Authority (APRA).

Cette section des états financiers :

- présente la base de préparation des états financiers du Groupe ; et
- examine les nouvelles normes ou réglementations comptables ayant un impact direct sur les informations à présenter dans les états financiers.

BASE DE PRÉPARATION

Ce rapport financier est un rapport financier à usage général (Tier 1) préparé par une « entité à but lucratif » conformément au référentiel comptable australien et aux autres règlements de l'Australian Accounting Standards Board (AASB), au *Corporations Act 2001* (loi australienne sur les sociétés), et aux normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Nous présentons les états financiers du Groupe en dollars australiens (AUD), qui est la monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation de la Société. Sauf indication contraire, nous avons arrondi les montants au million de AUD le plus proche, comme autorisé par l'*ASIC Corporations (Rounding in Financial/Directors Report) Instrument 2016/191*. Nous évaluons les éléments inclus dans les états financiers de chaque entité du Groupe en utilisant la monnaie du principal environnement économique dans lequel l'entité exerce ses activités (la monnaie fonctionnelle).

ÉVALUATION

Nous avons préparé les informations financières conformément à la convention du coût historique, sauf pour les actifs et passifs suivants, comptabilisés à la juste valeur :

- instruments financiers dérivés et pour la couverture de juste valeur, un ajustement de juste valeur est apporté à l'exposition sous-jacente couverte ;
- actifs financiers disponibles à la vente ;
- instruments financiers détenus à des fins de transaction ;
- autres actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat ; et
- certains autres actifs et passifs détenus en vue de la vente, dont la juste valeur diminuée du coût de la vente est inférieure à leur valeur comptable (sauf pour certains actifs et passifs détenus en vue de la vente qui sont exemptés de cette exigence).

Conformément à la norme AASB 1038 *Life Insurance Contracts* (Contrats d'assurance-vie - AASB 1038), nous avons évalué les passifs d'assurance-vie selon la méthode de la marge sur prestations de service (« *Margin on Services* »). Conformément à la norme AASB 119 *Employee Benefits* (Avantages du personnel - AASB 119), nous avons évalué les engagements au titre des régimes de retraite à prestations définies à l'aide de la méthode des unités de crédit projetées.

CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés du Groupe comprennent les comptes de la Société et de toutes ses filiales. Une entité, y compris une entité *ad hoc*, est considérée comme une filiale du Groupe lorsque nous établissons que la Société contrôle cette entité. Le contrôle existe lorsque le Groupe est exposé, ou a des droits, à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci. Le pouvoir est évalué en examinant les droits existants qui confèrent au Groupe la capacité actuelle de diriger les activités de l'entité. Nous avons éliminé, lors de la consolidation, les effets de toutes les transactions entre entités du Groupe.

CONVERSION DES ÉLÉMENTS EN DEVISES

TRANSACTIONS ET SOLDES

Les transactions en devises sont converties dans la monnaie fonctionnelle appropriée au taux de change en vigueur à la date de la transaction. À la date de clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis dans la monnaie fonctionnelle aux taux de change au comptant. Les profits et les pertes de change sont rapportés en résultat durant la période au cours de laquelle ils surviennent.

Les différences de conversion liées à des éléments non monétaires sont évaluées à la juste valeur par résultat et présentées dans le profit ou la perte de juste valeur lié(e) à ces éléments. Toute différence de conversion liée à des éléments non monétaires classés comme des actifs financiers disponibles à la vente est incluse dans la réserve de réévaluation des éléments disponibles à la vente dans les capitaux propres.

ÉTATS FINANCIERS DES ACTIVITÉS ÉTRANGÈRES DONT LA MONNAIE FONCTIONNELLE EST AUTRE QUE LE DOLLAR AUSTRALIEN (AUD)

Les états financiers de nos activités étrangères sont convertis en dollars australiens (AUD) lors de la consolidation selon la méthode suivante :

Éléments en devises	Taux de change utilisé
Actifs et passifs	Taux en vigueur à la clôture
Instruments de capitaux propres	Date de la prise de participation initiale
Produits et charges	Taux de change moyen de la période - mais si, pour une transaction importante, nous estimons que le taux moyen n'est pas raisonnable, nous utilisons le taux en vigueur à la date de la transaction.

Les différences de conversion découlant de la conversion des états financiers des activités étrangères sont comptabilisées dans la réserve de conversion dans les capitaux propres. Lorsque nous cédon une activité étrangère, le montant cumulé des différences de conversion est transféré en résultat dans le cadre du profit ou de la perte sur la cession.

ACTIVITÉS DE FIDUCIE

Le Groupe fournit des services de fiducie à des tiers, concernant notamment des services de conservation et de banque dépositaire, des services fiduciaires, d'administration et de gestion de fonds, essentiellement par l'intermédiaire de l'activité Wealth. Par conséquent, le Groupe détient des actifs pour le compte de tiers et prend des décisions portant sur l'acquisition et la cession d'instruments financiers. Lorsqu'ANZ n'est pas le bénéficiaire effectif ou ne contrôle pas les actifs, ces transactions ne sont pas comptabilisées dans les présents états financiers, sauf si les normes comptables ou les lois l'imposent.

ESTIMATIONS ET JUGEMENTS DÉTERMINANTS

Lors de l'application des méthodes comptables du Groupe, la direction a formulé un certain nombre de jugements ainsi que des estimations, et retenu des hypothèses sur des événements futurs. Les notes aux états financiers comportent de plus amples informations sur les estimations et jugements déterminants que nous considérons comme significatifs en regard des états financiers.

NORMES COMPTABLES NON ADOPTÉES PAR ANTICIPATION

Des normes, amendements aux normes et interprétations ont été publiés, mais ne sont pas d'application obligatoire dans les états financiers de l'exercice clos le 30 septembre 2017, et n'ont pas été adoptés par le Groupe lors de la préparation de ces états financiers.

Nous avons identifié quatre normes concernant le Groupe et présentons de plus amples informations ci-après.

AASB 9 *Financial Instruments* (Instruments financiers - AASB 9)

AASB 9 a été publiée en décembre 2014. Lorsqu'elle entrera en vigueur, cette norme remplacera la norme *AASB 139 Financial Instruments: Recognition and Measurement* (Instruments financiers : Évaluation et comptabilisation - AASB 139), et précise les exigences relatives à la dépréciation, au classement et à l'évaluation, ainsi qu'à la comptabilité de couverture.

Dépréciation

AASB 9 remplace le modèle des pertes encourues d'AASB 139 par un modèle prospectif des pertes attendues. Ce modèle sera appliqué aux actifs financiers évalués au coût amorti, aux instruments de dette évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, aux créances sur les

contrats de location et à certains engagements de prêts et garanties financières. Selon AASB 9, une approche comptant trois niveaux est appliquée pour évaluer les pertes de crédit attendues sur la base de la migration entre les stades, comme suit :

- Niveau 1 : Lors de la comptabilisation initiale, une provision représentant des pertes de crédit attendues sur 12 mois est comptabilisée.
- Niveau 2 : Lorsque le risque de crédit a augmenté de façon significative depuis la comptabilisation initiale, une provision correspondant aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie totale doit être constituée.
- Niveau 3 : À l'instar des exigences actuelles d'AASB 139 sur les provisions pour dépréciation individuelles, des pertes de crédit attendues sur la durée de vie sont comptabilisées pour les prêts pour lesquels il existe une indication objective de perte de valeur.

Les pertes de crédit attendues sont pondérées selon les probabilités et déterminées en évaluant un éventail de résultats possibles, compte tenu de la valeur temps de l'argent, d'événements passés, des conditions actuelles et des prévisions relatives à la conjoncture économique à venir.

Classement et évaluation

Trois types d'évaluations sont possibles selon AASB 9 : au coût amorti, à la juste valeur par résultat et, pour les actifs financiers, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Les actifs financiers sont classés dans ces catégories compte tenu du modèle économique dans lequel ils sont gérés et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels.

Les exigences d'AASB 9 en matière de classement et d'évaluation des passifs financiers correspondent en grande partie aux exigences d'AASB 139, sauf concernant les passifs financiers désignés à la juste valeur, dont les profits et les pertes attribuables aux variations du risque de crédit de l'entité sont inclus dans les autres éléments du résultat global. Le Groupe a adopté par anticipation cette partie de la norme à compter du 1^{er} octobre 2013.

Comptabilité de couverture

En matière de comptabilité de couverture, AASB 9 introduit des exigences qui sont mieux alignées sur les activités de gestion des risques et de couverture des risques financiers et non financiers.

Transition et impact

Hormis pour les éléments mentionnés au paragraphe sur le classement et l'évaluation ci-dessus, la date d'application initiale d'AASB 9 est le 1^{er} octobre 2018 pour le Groupe.

Le classement et l'évaluation, ainsi que les exigences relatives à la dépréciation seront appliqués rétroactivement en ajustant le solde d'ouverture à la date d'application initiale. Le retraitement des données comparatives n'est pas obligatoire. ANZ ne compte pas retraiter les données comparatives. AASB 9 permet d'opter pour une méthode comptable en choisissant de maintenir la comptabilité de couverture selon AASB 139 compte tenu du projet en cours sur la comptabilité de macro-couverture de l'International Accounting Standards Board. Le Groupe prévoit actuellement de continuer à appliquer les dispositions d'AASB 139 sur la comptabilité de couverture.

Le Groupe, qui procède actuellement à l'évaluation de l'impact d'AASB 9, n'est pas encore à même d'en estimer raisonnablement l'impact sur ses états financiers.

AASB 15 *Revenue from Contracts with Customers* (Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients - AASB 15)

AASB 15 a été publiée en décembre 2014 et n'est pas applicable par le Groupe avant le 1^{er} octobre 2018. AASB 15 contient de nouvelles exigences concernant la constatation des produits. La norme impose d'identifier clairement les obligations de performance dans un contrat et d'affecter le prix de transaction contractuel à ces obligations de performance. Les produits sont constatés au fur et à mesure que chaque obligation de performance est satisfaite. Il est possible de comptabiliser des montants variables au titre des produits uniquement s'il est hautement probable qu'un renversement significatif du montant variable ne soit pas requis durant les périodes futures. Une part significative des produits du Groupe ne relève pas d'AASB 15, mais certains flux de produits entrent dans le champ d'application de la norme. Le Groupe, qui procède actuellement à l'évaluation de l'impact d'AASB 15, n'est pas encore à même d'en estimer raisonnablement l'impact sur ses états financiers.

La transition à AASB 15 peut être appliquée selon différentes approches qui pourraient affecter (a) les produits comptabilisés durant les périodes futures et (b) l'ajustement d'ouverture du résultat non distribué à la date d'application initiale. Le Groupe n'a pas décidé l'approche qu'il adopterait pour la transition.

AASB 16 Leases (Contrats de location - AASB 16)

La version définitive d'AASB 16 a été publiée en février 2016 et n'est pas applicable par le Groupe avant le 1^{er} octobre 2019. Selon AASB 16, un preneur doit comptabiliser :

- son droit d'utilisation du bien loué sous-jacent comme un actif au titre du droit d'utilisation ; et
- son obligation de payer les loyers comme un passif au titre des contrats de location.

AASB 16 reprend essentiellement les exigences propres à la comptabilité du bailleur figurant dans AASB 117 *Leases* (Contrats de location - AASB 117).

Le Groupe, qui procède actuellement à l'évaluation de l'impact d'AASB 16, n'est pas encore à même d'en estimer raisonnablement l'impact sur ses états financiers.

AASB 17 Insurance Contracts (Contrats d'assurance - AASB 17)

La version définitive d'AASB 17 a été publiée en juillet 2017 et n'est pas applicable par le Groupe avant le 1^{er} octobre 2021. La norme remplacera AASB 4 *Insurance Contracts* (Contrats d'assurance - AASB 4), AASB 1023 *General Insurance Contracts* (Contrats d'assurance généraux - AASB 1023) et AASB 1038 *Life Insurance Contracts* (Contrats d'assurance-vie - AASB 1038). AASB 17 définit les principes de comptabilisation, d'évaluation et de présentation des informations des contrats d'assurance.

L'évaluation, la présentation et les informations à fournir prévues par AASB 17 sont très différentes de celles des normes comptables actuelles. Le résultat global comptabilisé au titre des contrats d'assurance ne changera pas, mais le calendrier de comptabilisation des profits devrait être modifié. Le Groupe n'est pas encore à même d'estimer raisonnablement l'impact d'AASB 17 sur ses états financiers.

Application obligatoire de nouvelles normes comptables par le Groupe

1 ^{er} octobre 2017	1 ^{er} octobre 2018	1 ^{er} octobre 2019	1 ^{er} octobre 2020	1 ^{er} octobre 2021	Au-delà
	AASB 9 & AASB 15				
		AASB 16			
				AASB 17	
Exercice 2018	Exercice 2019	Exercice 2020	Exercice 2021	Exercice 2022	

ATTESTATION ET DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DES ADMINISTRATEURS

Attestation des Administrateurs

Les Administrateurs d'Australia and New Zealand Banking Group Limited déclarent :

- a) qu'à leur avis, les états financiers et les notes aux états financiers de l'entité consolidée sont conformes au *Corporations Act 2001* (loi australienne sur les sociétés), y compris :
 - i. la section 296, et qu'ils sont conformes au référentiel comptable australien et à toutes autres dispositions du *Corporations Regulations 2001* (règlement sur les sociétés) ; et
 - ii. la section 297, et qu'ils donnent une image fidèle de l'entité consolidée au 30 septembre 2017 et de sa performance pour l'exercice clos à cette date ;
- b) que les notes aux états financiers de l'entité consolidée comprennent une déclaration indiquant que les états financiers et les notes aux états financiers de l'entité consolidée sont conformes aux IFRS ;
- c) qu'ils ont reçu les déclarations requises par la section 295A du *Corporations Act 2001* ; et
- d) qu'ils estiment avoir des motifs raisonnables de penser que la Société sera à même de s'acquitter de ses dettes lorsqu'elles deviendront exigibles.

Signé conformément à une résolution des Administrateurs

David M Gonski, AC
Président

Shayne C Elliott
Administrateur

Le 2 novembre 2017

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS AUX ACTIONNAIRES D'AUSTRALIA AND NEW ZEALAND BANKING GROUP LIMITED RAPPORT SUR L'AUDIT DU RAPPORT FINANCIER

OPINION

Nous avons audité le rapport financier d'Australia and New Zealand Banking Group (la « Société ») et des entités qu'elle contrôlait à la clôture et ponctuellement durant l'exercice (ci-après, ensemble, le « Groupe »).

À notre avis, le rapport financier ci-joint du Groupe est conforme au *Corporations Act 2001* (loi australienne sur les sociétés), et notamment :

- Donne une image fidèle de la situation financière du Groupe au 30 septembre 2017 et de sa performance pour l'exercice clos à cette date ; et
- Est conforme au référentiel comptable australien et aux *Corporations Regulations 2001*.

Le rapport financier comprend :

- L'état de la situation financière consolidée au 30 septembre 2017 ;
- Le compte de résultat consolidé, l'état du résultat global consolidé, le tableau de variation des capitaux propres consolidés et le tableau des flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date ;
- Les notes 1 à 35, dont un résumé des principales méthodes comptables ; et
- L'Attestation des Administrateurs.

FONDEMENT DE L'OPINION

Nous avons réalisé notre audit conformément aux normes d'audit australiennes. Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des auditeurs relatives à l'audit du rapport financier » du présent rapport.

Nous sommes indépendants du Groupe conformément au *Corporations Act 2001* et aux règles d'éthique du code de déontologie APES 110 (*Code of Ethics for Professional Accountants*) de l'Accounting Professional and Ethical Standards Board (APES) (ci-après le « Code ») qui couvrent notre audit du Rapport financier en Australie.

Nous nous sommes acquittés de nos autres responsabilités déontologiques conformément au Code.

POINTS CLÉS DE L'AUDIT

Les points clés de l'audit que nous avons identifiés sont :

- La provision pour dépréciation de prêts ;
- L'évaluation des instruments financiers détenus à la juste valeur ; et
- Les systèmes d'information et les contrôles.

Les points clés de l'audit sont les éléments qui, selon notre jugement professionnel, sont les plus importants dans notre audit du rapport financier de la période concernée.

Ces points ont été couverts dans le cadre de notre audit du rapport financier dans son ensemble, et ne donnent pas lieu à la formulation d'une opinion distincte.

PROVISION POUR DÉPRÉCIATION DE PRÊTS (3 798 MILLIONS DE AUD)

Voir les estimations, jugements et informations comptables déterminants liés aux provisions pour dépréciation de prêts dans les notes 13 et 16 du rapport financier.

Risque identifié

La provision pour dépréciation de prêts est un point clé de l'audit, car le Groupe a une importante exposition au risque de crédit avec différentes contreparties à travers un large éventail de prêts et autres produits, de secteurs d'activité et de régions. La valeur des prêts et avances inscrits au bilan

est significative et l'estimation très complexe des provisions individuelles et collectives pour dépréciation de ces prêts fait appel au jugement du Groupe. Ces facteurs ont nécessité des efforts d'audit importants afin de couvrir les risques liés à la recouvrabilité des prêts et à la détermination des provisions afférentes.

Notre réponse

Nos procédures d'audit des provisions individuelles et collectives pour dépréciation de prêts ont englobé :

Provisions estimées pour les portefeuilles de prêts (provisions individuelles)

- Nous avons testé les contrôles clés des notations de risque des contreparties pour les prêts à la clientèle institutionnelle (les expositions significatives qui font l'objet d'un suivi individuel). Nous avons testé l'autorisation des nouveaux prêts en regard des politiques de prêt du Groupe, de la réalisation d'évaluations annuelles des prêts et des contrôles du suivi de la solvabilité des contreparties. Nous avons également testé les contrôles de l'identification des expositions montrant des risques potentiels, soit du fait de facteurs internes propres à la contrepartie, soit en raison de facteurs macroéconomiques, ainsi que la ponctualité et l'exactitude des évaluations du risque de contrepartie et des notations de risque en regard des politiques de prêt du Groupe et des exigences réglementaires ;
- Nous avons procédé à l'évaluation de crédit d'un échantillon de prêts à la clientèle institutionnelle jugés à haut risque ou dépréciés, gérés par l'équipe d'experts en restructuration et en recouvrement, et d'un échantillon d'autres prêts, en se concentrant sur les expositions importantes montrant, d'après le Groupe, des signes de détérioration, et sur des domaines de risques émergents (évalués en regard des conditions de marché externes). Nous avons réalisé une revue critique de la notation de risque attribué au prêt par le Groupe, de son évaluation de la recouvrabilité et de l'impact sur la provision pour dépréciation de prêts. Pour ce faire, nous avons utilisé les informations incluses dans le dossier de prêts du Groupe, examiné des cas avec le directeur de la gestion crédit et la direction, et effectué notre propre évaluation de la recouvrabilité. Nous nous sommes fondés sur notre compréhension des secteurs concernés et de la conjoncture macroéconomique, avons fait appel, le cas échéant, à des experts de KPMG, et nous avons comparé les hypothèses sur les données utilisées par le Groupe dans les évaluations de la recouvrabilité avec des sources externes telles que les prix de matières premières, des états financiers publiés et des évaluations externes comparables de garanties détenues ; et
- Pour les prêts aux particuliers (expositions plus petites ne faisant pas l'objet d'un suivi individuel), nous avons testé les contrôles des systèmes d'enregistrement des arriérés, les expositions du Groupe en catégories de défaut selon le nombre de jours d'impayé, et le calcul des provisions individuelles. Nous avons testé les calculs et les contrôles automatiques de la gestion du changement et évalué la surveillance des portefeuilles par le Groupe, en portant une attention particulière au contrôle du suivi des statistiques sur les défaillances. Nous avons testé un échantillon du niveau de provisions constituées au titre de différents prêts en fonction du profil de défaillance, et examiné les hypothèses retenues pour les recouvrements, principalement grâce au collatéral détenu.

Provisions estimées dans les portefeuilles de prêts (provisions collectives)

- Nous avons testé les processus du Groupe pour valider les modèles utilisés pour calculer les provisions collectives, et évalué les méthodologies des modèles du Groupe en regard des pratiques du marché et des critères prévus par les normes comptables ;
- Nous avons testé les contrôles clés des systèmes d'information utilisés pour calculer les provisions collectives, précisément ceux portant sur la gestion des données, ainsi que l'exhaustivité et l'exactitude du transfert de données des systèmes source sous-jacents aux modèles des provisions collectives ;
- Nous avons testé l'exactitude des principales données des modèles en rapprochant un échantillon de soldes à la clôture avec le grand livre, l'historique des remboursements et les notations de risques avec les systèmes source ;

- Nous avons réalisé une revue critique des principales hypothèses des modèles tels que le délai d'apparition, la probabilité de défaillance et les pertes en cas de défaillance d'un échantillon de portefeuilles de prêts aux particuliers et à la clientèle institutionnelle. Nous avons comparé les estimations modélisées aux pertes réelles encourues par le Groupe ; et

- Nous avons recalculé, pour un échantillon de portefeuilles de prêts aux particuliers et à la clientèle institutionnelle, les provisions collectives en utilisant un outil de calcul élaboré par KPMG, afin de déterminer l'exactitude des résultats du modèle.

Nous avons également examiné les principales hypothèses sous-jacentes aux composants du solde des provisions collectives lorsque celui-ci était supérieur aux estimations modélisées de la provision. Nous avons notamment :

- Évalué le risque de concentration et les provisions sur le cycle économique en examinant les caractéristiques du portefeuille sous-jacent à la lumière de l'historique de pertes récent, des conditions de marché actuelles et des risques inhérents aux portefeuilles de prêts du Groupe ;

- Évalué la nécessité de constituer des provisions supplémentaires en tenant compte des déficiences des modèles ou des données identifiées par les processus de validation des modèles du Groupe ; et

- Évalué l'exhaustivité des provisions supplémentaires en vérifiant la cohérence des risques identifiés dans les portefeuilles et leur inclusion dans l'évaluation du Groupe.

ÉVALUATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉTENUS À LA JUSTE VALEUR :

- **ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS À LA JUSTE VALEUR (213 627 MILLIONS DE AUD)**

- **PASSIFS FINANCIERS DÉTENUS À LA JUSTE VALEUR (110 934 MILLIONS DE AUD)**

Voir les estimations et jugements et informations comptables déterminants sur la juste valeur dans la note 17 du rapport financier.

Risque identifié

Les instruments financiers détenus à la juste valeur inscrits au bilan du Groupe comprennent les actifs disponibles à la vente, les titres de transaction, les actifs et passifs d'instruments dérivés, les placements des activités d'assurance, les passifs liés aux polices d'assurance, certains titres d'emprunt, et d'autres actifs et passifs désignés comme évalués à la juste valeur par résultat. Les instruments sont principalement des produits de gestion des risques vendus aux clients et utilisés par le Groupe pour gérer son risque de taux d'intérêt et son risque de change.

L'évaluation des instruments financiers détenus à la juste valeur est considérée comme un point clé de l'audit, car :

- Les instruments financiers détenus à la juste valeur sont significatifs (24 % du total de l'actif et 13 % du total du passif) ;

- Le volume important et l'éventail des produits, leur négociation dans plusieurs sites internationaux, accroissent le risque d'incohérence dans les processus de gestion des transactions, ce qui pourrait entraîner une évaluation inexacte ;

- La détermination de la juste valeur des titres de transaction et des instruments dérivés met en jeu une part importante de jugement du Groupe, ce qui augmente le risque d'erreur et accroît la complexité de notre audit. Le degré de jugement augmente lorsque les modèles internes, par opposition aux prix de marché cotés, sont utilisés pour déterminer la juste valeur d'un instrument, ou lorsque les données alimentant les modèles internes, tels que les taux d'actualisation et les indicateurs de volatilité, ne sont pas observables ; et

- L'évaluation de certains instruments dérivés détenus par le Groupe est sensible aux données, notamment les taux de financement, les probabilités de défaillance et les pertes en cas de défaillance, et les pratiques du secteur sur la prise en compte de l'impact du risque de financement et de crédit dans l'évaluation de certains instruments dérivés évoluent. Ces facteurs ont pesé sur nos efforts d'audit dans ce domaine et nécessité de faire appel à des experts en évaluation.

Notre réponse

Dans le cadre de nos procédures d'audit concernant l'évaluation des instruments financiers détenus à la juste valeur, nous avons notamment :

- Testé les droits d'accès et les contrôles de la gestion du changement pour les systèmes d'évaluation clés ;
- Testé les contrôles des interfaces, notamment l'exhaustivité et l'exactitude des transferts de données entre les systèmes de traitement des transactions, les systèmes clés utilisés pour produire les évaluations et tout ajustement d'évaluation associé, et les systèmes de gestion des risques de marché et financiers du Groupe pour identifier les incohérences dans la gestion des transactions et les processus d'évaluation entre produits et sites ;
- Testé les contrôles de gouvernance et d'autorisation, tels que la revue et la validation des modèles d'évaluation, et la validation des nouveaux produits en regard des politiques et des procédures ;
- Testé la revue et la validation, par la direction du front office, des rapprochements des profits et des pertes sur les transactions d'instruments financiers quotidiennes préparés par la fonction indépendante en charge du contrôle des produits ;
- Testé l'examen et l'approbation par la direction de la construction et la validation des modèles, visant à évaluer la validité et la robustesse des modèles d'évaluation sous-jacents ; et
- Testé les contrôles de validation des données du Groupe, tels que ceux sur les données clés utilisées pour générer la juste valeur par rapport à la valeur de marché, lorsque les équipes du front office déterminent les justes valeurs.

Nous avons testé l'évaluation des instruments financiers à l'aide de données observables et non observables. Dans le cadre de nos tests, qui ont fait appel à des experts en évaluation, nous avons notamment :

- Réévalué les actifs disponibles à la vente et les titres de transaction de « niveau 1 » et de « niveau 2 », principalement des obligations souveraines, d'organismes parapublics et d'entreprises, en comparant les données observables, notamment les prix cotés, à des données de marché observables provenant de sources indépendantes ;
- Recalculé, en utilisant des modèles indépendants, l'évaluation d'un échantillon, sur plusieurs sites, d'actifs et passifs d'instruments dérivés dont la juste valeur avait été déterminée à l'aide de données observables. Nous avons comparé un échantillon de données observables utilisées pour évaluer les instruments dérivés du Groupe à des données de marché provenant de sources indépendantes, telles que les taux d'intérêt, les taux de change et la volatilité ; et
- Examiné le modèle d'évaluation du Groupe en comparant les données clés utilisées aux données de marché similaires, notamment l'utilisation d'instruments de substitution et autres alternatives, lorsque la juste valeur des instruments dérivés et autres actifs et passifs financiers a été déterminée à l'aide de données non observables (instruments de « niveau 3 ») Nous avons comparé la méthodologie d'évaluation du Groupe à la pratique du secteur et aux critères définis par les normes comptables ; et
- Nous avons évalué le caractère approprié de la méthodologie d'évaluation des instruments financiers du Groupe en tenant compte des pratiques actuelles et nouvelles d'évaluation utilisées par un large éventail d'établissements comparables, et par rapport aux critères définis par les normes comptables. Nous avons testé les ajustements apportés aux évaluations, notamment les ajustements liés au financement et à l'évaluation du crédit pour les instruments dérivés non garantis. En particulier, pour un échantillon de contreparties individuelles, dans différents sites, nous avons testé des données clés pour le calcul de l'ajustement de l'évaluation de crédit, notamment la probabilité de défaillance, par rapport à des données de marché observables. Lorsque des indicateurs de substitution étaient utilisés, nous les avons évalués par rapport aux alternatives existantes, dans plusieurs sites.

SYSTÈMES D'INFORMATION ET CONTRÔLES

Voir la base de préparation dans la note 1 du rapport financier.

Risque identifié

En tant qu'établissement bancaire australien de premier plan, le Groupe utilise dans le cadre de ses activités un grand nombre de systèmes et de technologies de l'information complexes et interdépendants pour traiter et enregistrer un volume élevé de transactions. Les contrôles d'accès et

la modification des systèmes d'information sont essentiels pour l'enregistrement de l'information financière et la préparation d'un rapport financier donnant une image fidèle et sincère de la situation financière et de la performance du Groupe. Les systèmes d'informations et contrôles, qui ont un impact sur l'enregistrement et le reporting des transactions financières, constituent un point clé de l'audit et notre approche d'audit peut être sensiblement différente selon l'efficacité du fonctionnement des contrôles informatiques du Groupe. Nous avons étroitement collaboré, tout au long de notre mission, avec des experts en informatique de KPMG.

Notre réponse

Nous avons testé l'environnement de contrôle des principales applications informatiques (systèmes) utilisées pour traiter des transactions importantes et enregistrer les soldes dans le grand livre. Nous avons également testé les contrôles automatiques intégrés aux systèmes. Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons notamment :

- Testé les contrôles de la gouvernance utilisés par l'équipe chargée de la technologie du Groupe afin de contrôler l'intégrité des systèmes, en vérifiant les éléments affectant l'intégrité opérationnelle des principaux systèmes de signalement et de mesures conformément aux politiques du Groupe ;
- Testé les droits d'accès donnés au personnel en les comparant aux registres et en examinant les rapports sur l'attribution et la suppression des droits d'accès. Nous avons également recherché des indications de signalement de violations ;
- Testé les contrôles préventifs destinés à renforcer la séparation des tâches entre utilisateurs dans un système donné ;
- Testé l'efficacité opérationnelle des contrôles automatisés, principalement ceux servant au calcul automatisé des transactions financières. Nous avons testé les données utilisées pour les calculs automatisés avec les données source, et également testé l'exactitude du calcul logique d'un échantillon de transactions pour chaque contrôle identifié ; et
- Testé l'efficacité opérationnelle des contrôles de rapprochement automatisés inter et intra-systèmes. Nous avons vérifié qu'un échantillon d'écarts identifiés dans les rapprochements avaient été enregistrés dans des rapports d'exception, analysés et résolus par le Groupe.

AUTRES INFORMATIONS

Les autres informations sont des informations financières et extra-financières dans le reporting annuel d'Australia and New Zealand Banking Group Limited, qui sont fournies en plus du rapport financier et du rapport des auditeurs. Les Administrateurs sont responsables des autres informations. Notre opinion sur le rapport financier ne couvre pas les autres informations et en conséquence, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit et ne formulons pas de conclusion sur ces autres informations, exception faite du rapport relatif aux rémunérations et de notre opinion sur ce rapport.

Dans le cadre de notre audit du rapport financier, il nous appartient de lire les autres informations. Ce faisant, nous examinons si les autres informations présentent des incohérences significatives avec le rapport financier ou les connaissances que nous avons acquises durant l'audit, ou si elles semblent comporter des anomalies.

Si nous concluons qu'il existe une anomalie significative dans les autres informations, nous devons la signaler. Sur la base des travaux que nous avons effectués sur ces informations, obtenues avant la date du présent Rapport d'audit, nous n'avons pas de commentaire à formuler.

RESPONSABILITÉ DES ADMINISTRATEURS CONCERNANT LE RAPPORT FINANCIER

Les Administrateurs sont responsables de :

- La préparation d'un rapport financier donnant une image fidèle et sincère conformément au référentiel comptable australien et au *Corporations Act 2001* ;
- La mise en œuvre des contrôles internes nécessaires pour permettre la préparation d'un rapport financier donnant une image fidèle et sincère et ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs ; et

- L'évaluation de la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Ils doivent notamment divulguer, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le Groupe ou de cesser son activité, ou s'il n'existe aucune autre alternative réaliste.

RESPONSABILITÉS DES AUDITEURS CONCERNANT LE RAPPORT FINANCIER

Notre objectif est :

- D'obtenir une assurance raisonnable que le rapport financier dans son ensemble ne comporte pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs ; et
- D'émettre un rapport des auditeurs qui comporte notre opinion.

Une assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit australiennes permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ce rapport financier.

Nos responsabilités concernant l'audit du rapport financier sont plus amplement décrites sur le site Internet de l'Auditing and Assurance Standards Board à l'adresse :

http://www.auasb.gov.au/auditors_files/ar2.pdf. Cette description fait partie de notre rapport d'audit.

RAPPORT SUR LE RAPPORT RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS

À notre avis, le rapport relatif aux rémunérations d'Australia and New Zealand Banking Group Limited pour l'exercice clos le 30 septembre 2017 est conforme à la Section 300A du *Corporations Act 2001*.

RESPONSABILITÉS DES ADMINISTRATEURS

Les Administrateurs de la Société sont responsables de la préparation et de la présentation du rapport relatif aux rémunérations conformément à la section 300A du *Corporations Act 2001*.

NOS RESPONSABILITÉS

Nous avons audité le rapport relatif aux rémunérations inclus aux pages 36 à 61 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 30 septembre 2017.

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le rapport relatif aux rémunérations, sur la base de notre audit effectué conformément aux normes d'audit australiennes.

KPMG

Alison Kitchen
Associé
Melbourne
Le 2 novembre 2017